

Quel développement économique dans notre territoire ?

Les décisions politiques de ces trente dernières années n'ont pas été efficaces pour le développement économique de notre pays.

L'industrie française a perdu 36 % de ses effectifs depuis 1980 : 2 millions d'emplois supprimés. Selon une étude de l'Insee, les entreprises françaises emploient 5 millions de personnes à l'étranger dont 42 % dans l'industrie, soit 2,1 millions de personnes.

La promesse du Président de la République d'inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année 2013 n'a pas été tenue, et celle-ci poursuit son ascension, malheureusement.

Le changement de politique en matière d'emploi industriel doit se faire **RAPIDEMENT !**

Parce que les entreprises continuent les annonces de projets de licenciements, PSA, qui a déjà supprimé des postes, annonce qu'il en supprimera de nouveau des milliers en France.

Avec des conséquences au niveau local, dans le secteur automobile pour Hutchinson, Ividen, Faurécia... et aussi des conséquences sur les sous-traitants et les commerçants bien sûr. Dans ces entreprises, les diminutions des effectifs ont commencé il y a plusieurs années et perdurent, malheureusement, sans aucune opposition de l'Etat, de la Région ou de l'Agglomération montargoise.

Le développement économique se fait avec une vraie politique industrielle, ambitieuse, en aidant les entreprises à s'implanter, à rester en France, en les obligeant à construire un plan de formation professionnelle adapté aux besoins ; il n'est pas acceptable que, dans le Montargois, des écoles ne soient pas spécialisées dans le caoutchouc, l'automobile ou la pharmacie.

L'Agglomération doit être actrice de ce développement économique et ne doit pas en rester à accompagner les entreprises dans leur destruction d'emplois.

Trop de jeunes quittent la région après leurs études faute de proposition d'emplois qualifiés, les séniors n'ont ni accompagnement après la perte de leur emploi ni proposition de nouvel emploi. Ces situations contribuent aux chiffres annoncés récemment de 112 000 Sans Domicile Fixe en France dont 31 000 enfants.

A notre époque, comment ne pas être scandalisé par ces chiffres qui sont les conséquences des mauvaises décisions politiques des années précédentes ?

La richesse de la France doit servir à l'Humain d'abord avec un partage plus équitable !

